


## LA MONTAGNE EN MUTATION ACCÉLÉRÉE : QUEL BILAN DE L'OLYMPIADE ?

### ÉDITORIAL

L'Olympiade 2017-2020 se termine, une autre commence avec l'assemblée générale de la fédération du 10 avril 2021. Portons notre regard sur ces quatre années passées et esquissons un bilan des principales actions de protection de la montagne menées par la fédération, en lien avec ses clubs et comités territoriaux.

Les défis à relever sont plus aigus que jamais : le changement climatique – tout spécialement en montagne – s'intensifie au rythme des prévisions les plus pessimistes ; la biodiversité va globalement mal, même si certaines espèces (bouquetins, rapaces..) bénéficient des programmes de protection existants ; le modèle touristique dominant fondé sur le ski de piste doit être remis en cause, tous les acteurs économiques en conviennent à présent à des degrés divers.

Mais la montagne garde aussi de forts atouts : son attractivité s'est manifestée de manière spectaculaire à l'issue des deux confinements et à l'été 2020. De nouveaux publics, des familles, des débutants ont découvert les sports de montagne, tout près de chez eux. A notre fédération de savoir les accueillir, répondre à leurs attentes, les former.

Comme notre président Nicolas Raynaud l'a exprimé fortement dans son éditorial de La Montagne et alpinisme (n° 4-2020)  : « Nous devons AGIR, CONVAINCRE et ÉDUIQUER. AGIR, afin de protéger la nature, de limiter nos impacts (...) tout en pratiquant nos activités sportives, culturelles, associatives, afin de suivre un développement durable des pratiques de montagne et de l'économie des territoires, (...) CONVAINCRE le plus grand nombre, toutes générations et origines sociales confondues, de rejoindre notre projet, nos actions. Mais surtout convaincre les élus et dirigeants d'inscrire enfin leur politique et leurs actions sur le long terme ; (...) Enfin ÉDUIQUER, car c'est par les liens intergénérationnels que nous continuerons à avancer. »

Marie-Laure TANON



Soirée lors de l'AG FFCAM à l'hôtel de ville de Tours (2020)

### SOMMAIRE

SENSIBILISER, INFORMER, UNE RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE IMPORTANTE .....	2
LE MILIEU MONTAGNARD À LA FÉDÉRATION : COMBIEN DE TROUPES ? .....	2
DÉPART D'ULRIKE OHLHAUSER .....	3
CADRES INSTITUTIONNELS : UNE FÉDÉRATION BIEN PRÉSENTE .....	3
VEILLE JURIDIQUE : LA FÉDÉRATION NE DORT PAS ! .....	3
LES PRATIQUES RESPECTUEUSES... À METTRE EN PRATIQUE .....	4
AMÉNAGEMENT ET PROTECTION DE LA MONTAGNE : DE L'OISANS AU MONT BLANC .....	4
LA FFCAM NE TRAVAILLE PAS SEULE .....	6
EN BREF .....	6
DANS LES PYRÉNÉES : UN PROJET DE SCIERIE DÉMESURÉ ? .....	7
GRAND PROJET OU RESPECT DU SITE : SAINT-VÉRAN A CHOISI ! .....	7
UN PROGRAMME GOUVERNEMENTAL POUR LA MONTAGNE .....	8
PARC NATIONAL DES CALANQUES : HYPER FRÉQUENTATION ET ACTIVITÉS SPORTIVES.....	8

## **La Lettre du milieu montagnard**

Cher lecteur, vous connaissez par définition cette Lettre qui paraît 4 fois par an, avec des thèmes différents. Elle est envoyée aux présidents de clubs, aux délégués Milieu montagnard, et depuis 2016 aux 8500 bénévoles de la fédération, mais aussi à toute personne sensible à la protection du milieu montagnard qui le demande auprès de la fédération.


Au cours de cette Olympiade, nous avons eu pour objectif de faire le point sur les réglementations, sur les règles d'urbanisme, sur les différents modes de protection des espaces naturels, sur nos partenariats.

La Lettre informe et alerte sur des projets d'aménagements aberrants, sur des atteintes à la liberté d'accès, sur de nouvelles directives restrictives. Conscients des problèmes liés au changement climatique, nous avons abordé les sujets de biodiversité et de l'eau en montagne. Ce fut une surprise agréable de voir citée notre LMM consacrée à l'eau dans la lettre n° 16 du réseau des acteurs de l'eau en montagne du conservatoire des espaces naturels de Haute Savoie.

Donnant la parole aux clubs, nous avons découvert de belles initiatives d'actions environnementales, et d'actions « Que la Montagne est belle » (QLMB).

## **La Montagne et alpinisme**

La revue de la Fédération a de son côté consacré de nombreux articles à des sujets d'environnement, au moins un dossier par an : refuges - l'écologie au sommet, le changement climatique, les forêts de montagne, l'écoresponsabilité.

**Le site web fédéral**  et ses actualités, tiennent à jour des documents de toute sorte, utiles à nos bénévoles et les prises de position intéressant le grand public.




Action QLMB 2020

## **LE MILIEU MONTAGNARD À LA FÉDÉRATION : COMBIEN DE TROUPES ?**

La fédération, depuis de nombreuses années, s'appuie sur sa commission fédérale de protection de la montagne (CFPM) et ses délégués Milieu montagnard au niveau régional et départemental. La mise en place d'un réseau Milieu montagnard étendu a permis, lors de cette Olympiade, de faire circuler plus rapidement des informations par l'envoi de courriers périodiques aux membres. Ce réseau, créé en septembre 2018, regroupe quelques 80 responsables du milieu montagnard au niveau fédéral, dans les clubs et dans les comités territoriaux.

L'animation et la remontée des informations sont encore un peu hésitantes, mais le réseau a permis de diffuser rapidement des messages importants, comme les inscriptions au congrès de Grenoble ou les relances aux clubs pour alimenter la Lettre du milieu montagnard et les actions QLMB. Ainsi, lors du projet de réforme des sites classés, les membres ont été incités, dans un délai court, à s'exprimer lors de la consultation publique.

Les ambitions de la prochaine Olympiade dépendront largement du nombre de bénévoles engagés dans cette mission.

Dans son budget, la commission réserve une part pour aider les clubs lors des **actions QLMB** . Il serait souhaitable que toutes les actions environnementales soient communiquées à la commission, même quand elles n'ont pas besoin d'une aide fédérale.

Lors du congrès de Grenoble, des demandes de thèmes pour l'action QLMB nous ayant été communiquées, nous espérons que « la nature en 2021 » sera largement abordée après cette année 2020 si particulière.

Michèle PONCET, présidente de la CFPM

## DÉPART D'ULRIKE OHLHAUSER

Parmi ses multiples missions, Ulrike a été pendant 20 ans au siège fédéral la vigie, la mémoire du milieu montagnard et la cheville ouvrière de la LMM. Elle a pris sa retraite fin 2020. Un prochain recrutement fédéral va permettre une réorganisation de ses missions.

Merci Ulrike pour votre engagement et votre efficacité !




Ulrike Ohlhauser lors de l'AG de Macôn

## CADRES INSTITUTIONNELS : UNE FÉDÉRATION BIEN PRÉSENTE

Comités de Massifs, Parcs Nationaux, Parcs Naturels Régionaux, Commissions Départementales « Nature et Paysages », Commissions Départementales « Espaces, Sites et Itinéraires relatifs aux sports de nature », Schémas de Cohérence Territoriaux : autant de lieux institutionnels (la liste n'est pas close) où de nombreux bénévoles s'investissent pour porter les préoccupations et les valeurs de la FFCAM, renforçant nos actions, notre visibilité et notre réseau.

Et au niveau national, le Conseil National de la Montagne : depuis 2018 la fédération y siège doublement au titre des propriétaires et gestionnaires de refuges, et au titre du réseau Montagne de France Nature Environnement (FNE).

Notre présence dans ces lieux est souvent singulière. Certes, nous y représentons nos milliers d'ad-

hérents, nos pratiquants sportifs de toutes saisons mais en même temps, nous sommes des acteurs économiques de la montagne, en particulier par notre réseau de refuges, et constituons une association forte de ses valeurs en matière de protection des sites naturels (**Charte Montagne** ) et très engagée dans une pratique responsable d'une montagne pour tous. Enfin, ces instances sont l'occasion de conforter nos liens avec nos partenaires associatifs et les réseaux d'élus.

Si la dernière Olympiade a porté haut et fort ces représentations institutionnelles, le projet d'olympiade « L'esprit Club Alpin horizon 2024 » (Thème 5, action 44) ambitionne de poursuivre et développer ce travail de l'ombre mais indispensable.

Denis PLAZE

## VEILLE JURIDIQUE : LA FÉDÉRATION NE DORT PAS !

La fédération assure une veille juridique sur ce qui touche à l'environnement montagnard et à la liberté d'accès sur les mesures de portée nationale, et coopère avec ses comités territoriaux sur les mesures de portée locale.

Elle agit soit de son initiative, soit le plus souvent en lien avec le réseau Montagne de France Nature Environnement ainsi qu'avec Mountain Wilderness. Sa présence au conseil national de la montagne (CNM) lui permet de relayer efficacement des alertes.

Le menu de la dernière Olympiade a été varié. D'abord les décrets d'application de la loi Montagne II<sup>1</sup> de fin 2016, concernant en particulier les unités touristiques nouvelles (UTN), procédure principale – quoique insuffisante – permettant d'orienter les



Veille juridique vue par Michèle Poncet ©Michèle Poncet



développements touristiques en montagne vers un tourisme durable.

Une proposition de loi d'initiative sénatoriale « *portant diverses mesures tendant à réguler l'hyper-fréquentation dans les sites naturels et culturels patrimoniaux* » a été votée en novembre 2019 au Sénat. Elle accroit le pouvoir de police du maire, y compris à l'égard des simples piétons, et remanie de manière critiquable la législation dite « héliski » interdisant les déposes touristiques en montagne. L'alerte lancée par la FFCAM ainsi que ses partenaires dans les réseaux a permis de geler l'inscription au calendrier parlementaire, mais le sujet « police du maire » est de retour dans le projet de loi 4D qui vient d'être déposé (différenciation, décentralisation, déconcentration et décom-

plexification -sic-)

De nombreuses initiatives locales, principalement dans les Pyrénées mais aussi dans le parc national des Calanques (voir ci-dessous l'**article de Bernard HAMEL** 🐾) tendent à réguler l'accès aux hautes vallées et sites très fréquentés ainsi que le stationnement souvent envahissant des véhicules. La fédération, en collaboration avec ses échelons locaux, a défendu l'accès libre et gratuit, mais pas celui des automobiles, ce qui requiert dans chaque contexte des mesures adaptées.

Marie-Laure TANON

<sup>1</sup> LOI n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne.

## 🐾 LES PRATIQUES RESPECTUEUSES... À METTRE EN PRATIQUE

Lors de chaque activité dans le milieu naturel, il y a lieu d'observer certaines règles pour ménager la faune et la flore, c'est le but des « **recommandations pour une pratique respectueuse du milieu naturel** » 🐾 que la commission de protection de la montagne a établies pour chaque discipline, avec l'aide des commissions fédérales d'activités. Un regret : n'avoir pas pu aboutir à ce jour pour la spéléologie, la commission Spéléo ayant eu quelques difficultés à se mettre en place.

Il reste maintenant à les mettre en œuvre. La diffusion doit se faire lors des UFCA et surtout lors des activités. Le meilleur moment, c'est quand on est sur le terrain. Le projet fédéral de révision de l'ensemble des cursus de formation, entamé sous la dernière Olympiade, comporte un volet dédié au renforcement de la formation environnementale.

A l'avenir, il sera peut-être judicieux de prévoir une « recommandation » plus générale s'appliquant à toutes les activités, mettant en avant les recomman-

dation de diminuer notre impact, aussi bien environnemental qu'énergétique, sur le terrain. Prendre en compte le changement climatique, la surfréquentation et limiter son impact individuel sera une obligation pour les prochaines générations.

Michèle PONCET



Dépliants pour la pratique respectueuse du canyon et de la randonnée édités par la FFCAM

## 🐾 AMÉNAGEMENT ET PROTECTION DE LA MONTAGNE : DE L'OISANS AU MONT BLANC

La CFPM a collaboré avec les bénévoles des comités territoriaux et des clubs de la FFCAM pour répondre aux enquêtes publiques lors de l'élaboration des Schémas de cohérence territoriale (SCoT) dont beaucoup se sont élaborés dans la période : Tarentaise, Maurienne, Aravis, Oisans, Briançonnais...

Le CAF de Briançon a participé à un collectif associatif qui a élaboré un avis sur le SCoT du Briançonnais, relevant certains points positifs et mettant en cause le projet de troisième tronçon au téléphérique de La Grave avec édification d'un restaurant panoramique sur le Dôme de la Lauze. Le CAF de Briançon soutient le collectif « la Grave autrement » qui tente

d'élaborer des solutions plus respectueuses de la nature et du site pour le développement de La Grave.

De même la CFFPM prépare avec son réseau, chaque fois que nécessaire, l'examen de projets d'Unités touristiques nouvelles (UTN) locales - passant en CDNPS<sup>2</sup> - et des projets d'UTN structurantes, passant en comité de massif. Même si l'immense majorité des UTN est acceptée, l'intervention associative avec celle de la FFCAM contribue souvent à améliorer les projets et limiter un peu leur impact environnemental.

En Maurienne, la FFCAM (comité de Savoie) s'est associée au recours contentieux contre le SCoT, au motif principal de l'inscription dans ce document du projet dit « Croix du Sud » pour relier les domaines skiables de Valloire / Valmeinier jusqu'à Valfréjus par le col des Bataillères, le col des Marches et le versant nord du Mont Thabor, en limite du site classé : projet démesuré, entièrement en site naturel vierge, porteur d'artificialisation majeure, et relevant encore du modèle « tout ski de piste » qu'il faut impérativement faire évoluer.

La fédération pratique le recours contentieux en matière de protection de la montagne avec modération et prudence, comme en l'espèce lorsque l'enjeu lui paraît majeur et irréversible.

Le massif du Mont Blanc est revenu en 2020 au premier plan avec l'arrêté de protection de l'habitat naturel du massif du Mont Blanc (APHN) publié par le préfet de haute Savoie le 1er octobre 2020. La FFCAM a été très active au cours de son élaboration. Cet arrêté, fondé sur le code de l'environnement, vise en réalité principalement à réguler les compor-

tements non conformes aux valeurs de l'alpinisme sur la voie normale du Mont Blanc. La FFCAM a obtenu que les restrictions à la liberté de l'alpinisme soient réduites et ne concernent pratiquement que la voie normale de l'arête des Bosses.

Il est paradoxal que l'inscription de l'alpinisme au patrimoine culturel immatériel de l'humanité ait été utilisée dans les motifs de cet arrêté, puisque cette inscription est fondée sur la défense des valeurs de l'alpinisme, parmi lesquelles la responsabilité et la liberté. La contradiction a été soulignée sans succès, notamment par la commune de Chamonix, et la menace subsiste de vouloir réglementer l'alpinisme plutôt que de travailler à une véritable protection du massif !

Ce texte a toutefois été l'occasion de prendre aussi des dispositions visant davantage à la protection de l'environnement : par exemple l'interdiction d'atterrissage des avions et des hélicoptères et l'interdiction de manifestations sportives, festives, culturelles ou publicitaires sur les lieux, cette mesure ciblant des abus passés médiatisés.

La FFCAM est membre de Pro Mont Blanc, collectif associatif unissant notamment les clubs alpins des trois versants du massif, qui exerce une action pérenne en faveur de la protection du massif. On peut aussi espérer que cet arrêté soit suivi d'autres mesures dans le sens d'une protection plus forte du Mont Blanc, que Pro Mont Blanc appelle de ses vœux.

Hélène DENIS / Marie-Laure TANON

<sup>2</sup> Commission départementale de la nature des paysages et des sites



mont Blanc ©Pixabay



## LA FFCAM NE TRAVAILLE PAS SEULE

Nos partenariats associatifs se sont poursuivis. Le réseau Montagne de FNE est principalement le cadre de la veille législative et de la préparation des séances du conseil national de la montagne sur les sujets touchant l'environnement.

Le Club Arc Alpin a élaboré des recommandations pour favoriser la cohabitation entre grands prédateurs et pratiquants de la montagne : un premier sur l'ours, et un second sur le loup est en cours de finalisation.

La FFCAM a participé au comité d'organisation de deux grands événements : à Chamonix en juin 2018 « L'avenir des hautes montagnes du monde » sous

les auspices de la fondation PETZL, et la Semaine Alpine (cf infra).

Marie-Laure TANON



Édition précédente de la Semaine alpine

## EN BREF

### **Le plan national d'actions Aires protégées**

Le premier One Planet Summit, conférence internationale sur les changements climatiques faisant suite à la COP 21 (Paris 2015), a été créé en décembre 2017. Le quatrième sommet qui s'est déroulé en janvier 2021 a fait la part belle à la biodiversité dont on ne s'était jusque-là peu préoccupé. Plusieurs thèmes y ont été abordés : les écosystèmes terrestres et marins, l'agroécologie, le financement des actions à mener et le lien entre déforestation et maladies émergentes. Cinquante pays se sont engagés sur l'objectif de protéger 30 % de leur territoire.

Et la France promet 10% d'aires à haut niveau de protection accompagnées d'une dotation de 30% des financements publics « climat » d'ici 2022. Suite à ce sommet, la secrétaire d'Etat chargée de la biodiversité, Bérangère Abba, vient de dévoiler son plan d'action Aires protégées, étalé sur 9 ans et composé de 3 plans triennaux.

Le premier (2021-2023), propose 7 objectifs divisés en 18 mesures dont une protection forte de 250 000 ha de forêt, la création et l'agrandissement de 20 réserves naturelles, de nouveaux parcs régionaux, la protection de 6 000 ha de bords de mer et de 75% des récifs coralliens. A notre connaissance, seule une extension de réserve naturelle concernerait la montagne.

Un financement de 60 millions d'euros s'accompagnera d'actions d'éducation à l'environnement.

Agnès METIVIER

### **La Semaine alpine toute en ligne**

La Semaine alpine, portée depuis près de 20 ans par les associations observatrices à la Convention alpine, s'est tenue « tout en ligne » du 9 au 11 décembre 2020. Cette formule a encouragé 350 personnes à s'inscrire, mais la participation effective aux 20 ateliers et aux 4 visites virtuelles a été beaucoup plus faible. Pour la première fois, le jeudi 10 après-midi, un temps commun a pu être coorganisé par la SUERA<sup>3</sup>, la Convention alpine et la Semaine alpine : il a mis en avant le témoignage et les projets de jeunes alpins.

Marie-Laure TANON

<sup>3</sup> SUERA : stratégie de l'Union européenne pour la région alpine



## **DANS LES PYRÉNÉES : UN PROJET DE SCIERIE DÉMESURÉ ?**

Un projet d'implantation d'une scierie industrielle à Lannemezan (Hautes Pyrénées), du groupe international Florian, nécessiterait pour fonctionner au minimum 450 000 m<sup>3</sup> de feuillus, essentiellement du hêtre, ressource non disponible actuellement. Ce projet a suscité l'inquiétude tant des professionnels du secteur que des défenseurs des forêts des Pyrénées.

Le collectif «Touche pas à ma forêt» puis « SOS Forêt Pyrénées », ont initié des « marches » dans tous les départements des Pyrénées, un même week-end. Se sont alors succédé conférences, débats, projections, ateliers pédagogiques, concerts.

Comme l'a exprimé le collectif Touche pas à ma forêt-Pyrénées : « *L'importante mobilisation et mé-*

*diatisation ont conduit le préfet des Hautes Pyrénées et la présidente de la région Occitanie Pyrénées Méditerranée à acter la mise en place d'une étude-concertation sur le projet de valorisation du bois-hêtre dans les Hautes Pyrénées à partir du mois de janvier 2021(...) Elle est la traduction d'une volonté que nous exprimons depuis plusieurs mois et qui consiste à construire une ambition alternative au projet FLORIAN. Cette alternative implique de mettre au cœur du débat et de prendre réellement en compte les questions de biodiversité, de lutte contre le dérèglement climatique et les questions sociales, culturelles et économiques. »*

Annie VIROLEAU

Dossier de presse: [www.toucheapasamaforet.com](http://www.toucheapasamaforet.com) 



Forêt de hêtres ensoleillée © Annie VIROLEAU

## **GRAND PROJET OU RESPECT DU SITE : SAINT-VÉRAN A CHOISI !**

Saint-Véran, au fin fond du Queyras, est réputée pour être la plus haute commune d'Europe. Elle peut aussi se targuer d'être l'un des « plus beaux villages de France », et ils ne sont pas si nombreux : 159 seulement.

Mais la quiétude de ce petit village est troublée depuis quelques années par un projet de téléphérique, associé à un programme touristique-scientifique centré sur l'observatoire astronomique du pic de Chateaurenard. Un projet budgété à hauteur de 25 millions d'euros, dont un tiers de fonds publics, qui

intégrerait à près de 3000 m d'altitude espaces de « médiation », hôtel, restaurant, terrasses panoramiques, ainsi qu'une gare de départ et des parkings au cœur du village... Un projet gigantesque que d'aucuns n'ont pas tardé à juger surdimensionné pour le site : le téléphérique, d'un débit de 600 passagers à l'heure, devait faire une longueur de 3,3 kilomètres nécessitant 6 ou 7 pylônes de 30 à 35 mètres, alors que l'atout principal de Saint-Véran est justement de proposer un tourisme hors du temps, à taille humaine, ancré dans les fabuleux paysages du Parc naturel régional du Queyras dont il est un joyau.



Réfléchi depuis 2008, mais présenté aux habitants seulement en 2019, ce projet a entraîné une levée de bouclier et le lancement d'une pétition demandant l'abandon du projet et le respect du site. Une pétition a recueilli rapidement 10 000 signatures et surtout a fait du projet de téléphérique l'enjeu de la campagne municipale de mars dernier : est-ce un véritable projet de tourisme scientifique 4 saisons ou seulement un alibi pour étendre le domaine skiable ?

Les électeurs ont tranché et ont porté sur le siège de maire, Mathieu Antoine, l'initiateur de la pétition. Depuis, le site Internet de la pétition s'est enrichi d'une page, sur laquelle il est écrit : « *Le conseil municipal de Saint-Véran, réuni en séance le 9 septembre 2020 a entériné l'abandon du projet de téléphérique par 8 voix pour, une abstention et 2 voix contre.*

*Il a par ailleurs décidé, à l'unanimité, de réexaminer le PLU au niveau du Plan d'aménagement et de développement durable pour permettre à la commune de se doter des meilleurs arguments pour son avenir. Cette victoire a été permise grâce à votre mobilisation, merci à vous tous pour votre mobilisation,*




Village de Saint-Véran en hiver ©saintveran.com

*pour votre amour de cette belle vallée. Merci, Mathieu Antoine, Maire de Saint-Véran ».*

L'ampleur de cette mobilisation et son résultat montre la fin du miroir aux alouettes que représente l'aménagement pour l'aménagement dans des territoires de montagne qui ont de bien meilleurs atouts que le simple nombre de pylônes à faire valoir. Avec l'abandon des projets de Bonneval-sur-Arc et de différents projets de Club Med on ne peut que saluer cette prise de conscience et cette réorientation engagée vers un tourisme axé sur les spécificités du territoire et plus respectueux des paysages, de la montagne et de ses habitants.


Vincent NEIRINCK

## UN PROGRAMME GOUVERNEMENTAL POUR LA MONTAGNE

Lors d'une conférence ministérielle en ligne début décembre, le gouvernement a lancé un projet de **Programme Montagne**  qui sera porté et mis en œuvre par l'ANCT <sup>4</sup>. Ce programme a l'ambition d'être le pendant du plan Neige des années 1960-70, entièrement consacré cette fois à la transition vers un tourisme durable adapté au changement climatique. Une nécessité absolue dont chacun se réjouit. Cette annonce a été suivie d'une phase de concertation à laquelle la FFCAM a participé. Et le programme finalisé devrait être dévoilé en mai

prochain.

Marie-Laure TANON

**Contribution FFCAM - Programme ANCT** 

**Contribution programme montagne FNE** 

<sup>4</sup> Agence nationale pour la cohésion des territoires, qui a succédé au conseil général pour l'égalité des territoires (CGET)

## PARC NATIONAL DES CALANQUES : HYPER FRÉQUENTATION ET ACTIVITÉS SPORTIVES

Le Parc national des Calanques (PNC) créé en 2012 doit faire face à un nouveau risque : une véritable marée humaine à certaines périodes de l'année. Le PNC a produit une étude : « L'Hyper-fréquentation sur le territoire du PNC » pour analyser ce phénomène.

Par ailleurs, dans le domaine des activités sportives, un « schéma de cohérence des sports et loisirs de

nature », lancé en 2018, est en cours d'élaboration avec l'ensemble des acteurs des Calanques (propriétaires, fédérations sportives, collectivités). Il a pour objectif de concilier la pratique durable de toutes les activités sportives et de loisirs de nature à terre et en mer, avec la préservation des espaces naturels. Il faut souligner que ce schéma des sports n'est pas une réponse apportée à la problématique de l'hyper-fréquentation car il ne vise pas à réduire le nombre



de sportifs sur le territoire. Ce document doit être finalisé et mis en œuvre en 2021.

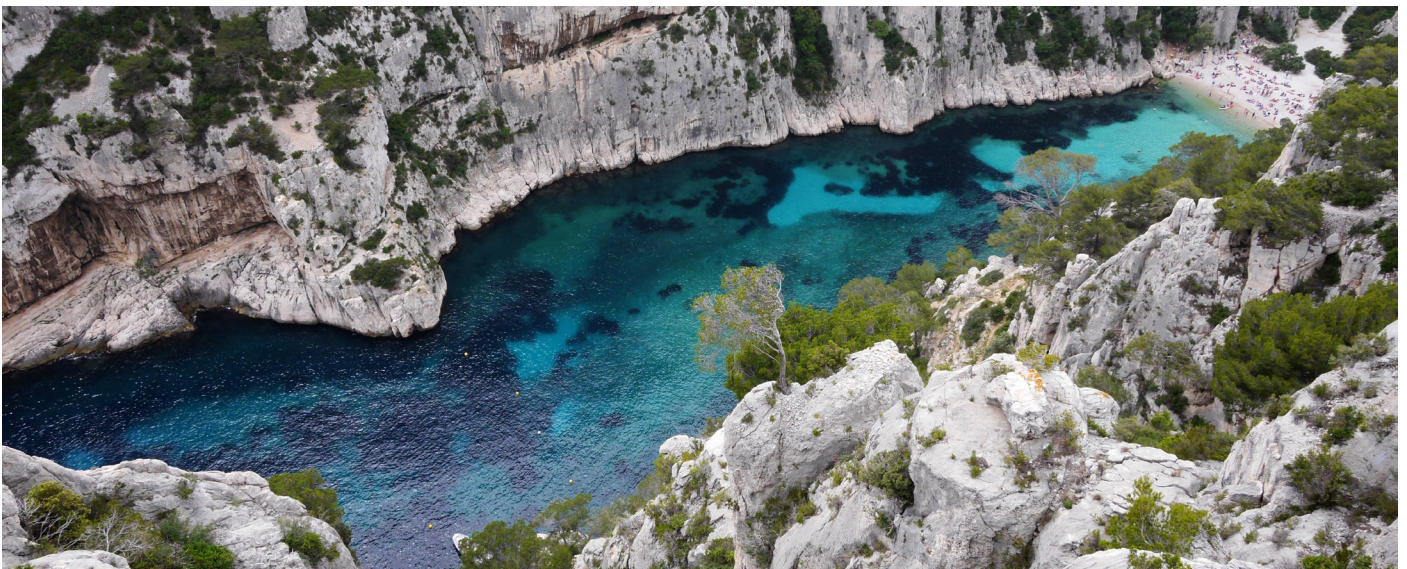
## Hyper-fréquentation en 2020

Au cours de l'année 2020 le PNC a vu sa fréquentation fortement augmenter avec parfois des pointes de concentration inquiétantes. On parle non plus de sur-fréquentation mais d'hyper-fréquentation pour décrire ce phénomène de concentration dans le temps et dans l'espace sur les « hots-spots ». Elle est estimée à 3 millions de visites par an : environ 2 millions pour la partie terrestre et 1 million pour la partie maritime, sachant que les deux types cohabitent dans les mêmes lieux comme le fond des calanques d'En Vau ou de Sormiou. Les pics de concentration observés principalement pendant les week-ends et jours fériés de Pâques à la Toussaint concernent un nombre réduit de sites à dominante balnéaire : Sormiou, Sugiton, En Vau, Port-Pin, Marseilleveyre... L'intérieur du massif reste peu fréquenté car préservé par sa difficulté d'accès : terrain escarpé et temps de parcours bien supérieur à une heure. La loi dite de Pareto peut s'appliquer à ce phénomène de concentration : environ 80% de la fréquentation sur 20% du territoire !

En dehors de la période des pics, où la fréquentation locale / touristique est à 50/50, en cumul sur l'année, les visiteurs sont à 70% locaux contre 20% de touristes français et 10% d'étrangers. Pour avoir une idée de ces pics : on a compté sur En Vau plus de 3000 visiteurs par jour avec en instantané jusqu'à 1000 personnes ! Connaissant la taille de la plage d'En-Vau, on atteint une densité au m<sup>2</sup> impressionnante !

Cette hyper-fréquentation a de forts impacts négatifs sur le patrimoine du territoire (faune et flore), sur la qualité de l'expérience des visiteurs (conflits d'usage, incivilités, encombrement, bruit, déchets) et sur les infrastructures (sentiers, parking). On est bien loin du caractère du PNC défini dans la charte : *« un lieu d'isolement et de silence, d'apaisement et de ressourcement, d'autant plus apprécié qu'il est périurbain, son aspect sauvage contrastant fortement avec l'artificialisation des villes »* !

On a vu l'arrivée massive d'une population peu sensibilisée à la protection de l'environnement et venant rechercher pour une grande partie les plages paradisiaques tant vantées dans tous les médias. Pour ces visiteurs, c'est plus une expérience de parc d'attractions que celle d'un parc national qui en résulte.



Calanques ©Pixabay

Le Parc national des Calanques a pour mission de protéger ses patrimoines écologiques, paysagers et culturels mais aussi d'accueillir et de sensibiliser le public. Ce rôle est important pour un parc national urbain à proximité immédiate d'une agglomération de 2 millions d'habitants. Le constat est qu'on ne peut pas continuer sur cette lancée et qu'il faut retrouver un équilibre entre protection et fréquenta-

tion. Ce problème n'est pas propre au PNC : d'autres sites protégés en France ou à l'étranger ont été (ou sont) confrontés à ces problèmes. Les stratégies mises en œuvre peuvent être les suivantes :

- augmenter l'offre sur le territoire ou à l'extérieur pour diminuer la pression sur les sites sensibles (ex : Sainte-Baume, Garlaban, moins de publicité pour les plages paradisiaques des Calanques...),

- réduire les flux de visiteurs en réglementant les périodes, les zones ou les types d'activités autorisées (ex : baignade interdite pour cause de densité),
- réduire l'impact des visiteurs en dispersant ou concentrant les flux sur des sites adaptés (ex : création de sentiers canalisants),
- gérer le flux des visiteurs en « durcissant » l'expérience ou les sites d'accueil du public (ex : recul des parkings).

Différentes solutions ont été mises en œuvre dans des parcs en France ou à l'étranger : mesures réglementaires, aménagement du territoire et communication. Parmi tous les outils proposés, l'un mérite une attention particulière : « le dé-marketing » qui consiste en une communication inverse de celle qui a été (bien trop) développée sur tous les canaux d'informations depuis la création du parc national en 2012. Ce « dé-marketing » consisterait par exemple à mettre en avant les contraintes liées à l'accès : difficulté du terrain, pas de feu, pas de cigarette, pas de bruit, pollution des eaux par la densité des baigneurs, places limitées, parkings difficiles, embouteillages garantis au retour, photos réelles loin des photos paradisiaques éditées chaque année... Compte tenu du pic de fréquentation des baigneurs dès les beaux jours, il convient de réaffirmer très fortement que les Calanques ne sont pas les plages du Prado.

Le PNC travaille sur une stratégie d'accueil des publics à mettre en œuvre dès 2021 pour tenter de maîtriser la fréquentation et éviter la dérive importante constatée en 2020.

### Activités sportives

Trois activités sportives sont inscrites dans l'histoire et le patrimoine du massif des Calanques : la randonnée, l'escalade et la plongée sous-marine. Le territoire des Calanques est connu pour être l'un des berceaux de ces activités sportives. La charte du PNC précise « *Le fait de considérer un usage comme un patrimoine, qu'il est aussi important de conserver qu'un patrimoine floristique ou faunistique, donne à cet usage une valeur spécifique que l'établissement public intègre dans la gestion du territoire* ».

#### - Escalade

La commission escalade, créée en 2018, inclut tous les représentants de la pratique : FFME, FFCAM, bureau des guides et syndicats professionnels. Il y a deux sujets majeurs actuellement : l'entretien de plus de 5000 voies et la responsabilité des propriétaires en cas d'accident. L'arrêt de la politique de

conventionnement à grande échelle de la FFME en 2020 a compliqué la donne. Il faut rappeler que le PNC n'est pas le propriétaire des territoires mais qu'il est le coordinateur de toutes les actions qui visent à protéger et accueillir le public sur ce territoire en respect total avec la charte du PNC – charte d'engagement signée par les véritables propriétaires. L'entretien des voies a aussi un coût : qui paye ? L'idée de faire contribuer les pratiquants d'escalade a été évoquée. Mais alors pourquoi ne l'appliquer qu'aux seuls grimpeurs puisqu'il y a aussi de lourds budgets consacrés à l'accueil des visiteurs et des randonneurs ? Il faudra bien trouver des solutions à ces deux problèmes pour que l'escalade dans les Calanques reste un des fleurons mondiaux de cette activité.

#### - Randonnée

La fréquentation du massif des Calanques a évolué : public peu sensibilisé aux questions d'environnement, familles, public peu aguerri à l'orientation ou aux longues marches sur terrain accidenté... Cela a plusieurs conséquences sur la définition et l'aménagement des sentiers. Des boucles faciles de durée limitée (environ une heure) sont conçues aux portes d'entrée. La canalisation, la sécurisation et la fixation du public sont recherchées sur les accès aux « hot-spots » de fréquentation.

Par contre les itinéraires présentant certaines difficultés (petit passage d'escalade) sont régulièrement, au fil des années, débalisés. Il suffit de comparer les cartes IGN au 1 : 15 000ème de 1978 avec la dernière édition de 2017 pour mesurer la quantité importante de sentiers qui ont disparu. Le secteur du Val Vierge est une illustration parfaite de cette évolution. La perte du « label balisé » a fait disparaître le tracé en couleur de la carte IGN, mais parfois c'est le tracé lui-même du sentier (tracé noir en pointillé) qui a disparu alors que sur le terrain le sentier est bien existant et pratiqué par les habitués... ou les heureux propriétaires d'anciennes cartes.



Randonnée dans les Calanques ©CAF Marseille-Provence

Il est regrettable aussi de constater la disparition de nombreuses appellations de lieux-dits. Ils font partie du patrimoine culturel des Calanques et à ce titre le Parc national a un devoir de préservation.

Bernard HAMEL

Administrateur et membre du bureau du conseil d'administration du parc national des Calanques  
bernardhamel@yahoo.fr

Deux articles récents présentent les projets de régulation pour l'été 2021 :

- [cd-bouches-du-rhone.ffcam.fr/pnc-quotas.html](http://cd-bouches-du-rhone.ffcam.fr/pnc-quotas.html) 

- [cd-bouches-du-rhone.ffcam.fr/sports-nature-calanques.html](http://cd-bouches-du-rhone.ffcam.fr/sports-nature-calanques.html) 

----

- **CA 12-2020 Hyper-fréquentation des Calanques** 

## **PUBLICATION :**

Fédération française des clubs alpins et de montagne  
24 avenue de Laumière, 75019 Paris

[www.ffcam.fr](http://www.ffcam.fr)



Directeur de la publication : Marie-Laure Tanon

Ont collaboré à ce numéro : Hélène DENIS, Bernard HAMEL, Agnès METIVIER,  
Vincent NEIRINCK, Denis PLAZE, Michèle PONCET, Marie-Laure TANON, Annie VIROLEAU

